

L'Algérie, entre soulèvements arabes et déstabilisation sahélienne

Omar Benderra
Lundi 30 Avril 2012

La question est très fréquemment posée depuis le début de ce que les médias ont appelé le printemps arabe : pourquoi l'Algérie n'épouse-t-elle pas le mouvement ? Pourtant, toutes les conditions sont réunies pour que le mécontentement populaire se manifeste de manière éclatante.



L'ensemble des informations en provenance d'Algérie converge vers le même constat : dégradation profonde et continue de la situation sociale, chômage et détresse du plus grand nombre dans un cadre asphyxiant d'arbitraire et de tyrannie. Les conditions socioéconomiques de trop d'Algériens sont d'autant plus inacceptables que le pays bénéficie depuis plusieurs années de la hausse des prix du pétrole qui a fait passer le pays de la quasi-faillite des années 1990 à une impressionnante opulence financière, matérialisée par un niveau record de réserves de change, proche de deux cents milliards de dollars.

Dans un climat de corruption et d'affairisme, la stratégie mise en œuvre par le gouvernement depuis le début des années 2000, qui a consisté pour l'essentiel à promouvoir la croissance du secteur hors hydrocarbures par les dépenses publiques, a démontré son inefficacité. La croissance réelle, entre 2 % et 3,5 % par an entre 2006 et 2010, est très en deçà des minima requis pour impulser une économie de production et résorber le chômage. Des surcoûts astronomiques sur des chantiers de grands travaux inachevés et une croissance soutenue des importations, notamment alimentaires, témoignent de l'échec d'une politique économique qui obère dangereusement les comptes publics. Les déséquilibres induits par des dépenses aussi massives qu'improductives sont proprement intenable. Ainsi, l'incompétence donnant le bras à son illégitimité radicale, l'action du régime, en dépit de moyens extraordinaires, est en permanence stérile. Au pied du mur d'une gabegie complète et d'une corruption stratosphérique, le gouvernement a été contraint de réduire très significativement son programme d'investissement de 150 milliards de dollars d'investissements sur la période 2009-2013.

Opulence financière, pauvreté et incurie

Dans un pays où aucun service public ne fonctionne valablement, les Algériens chôment, sont mal logés, mal soignés et vivent sans espoir d'une amélioration rapide de leurs conditions. Les statistiques économiques et sociales sont notoirement peu fiables : les chiffres officiels du chômage, qui serait miraculeusement passé de 29 % en 2000 à 15,3 % en 2005 et 10,2 % à la fin 2009, complaisamment relayés par la Banque mondiale, prêteraient à sourire s'ils ne masquaient une réalité brutale. Malgré cette grande incertitude statistique, les experts estiment que le niveau de grande pauvreté est élevé – plus de 15 % de la population vivrait avec moins de deux dollars par jour – et les disparités de revenus sont extrêmement importantes. Des catégories entières de la population sont tout simplement abandonnées ; le drame vécu par les cancéreux privés de médicaments est emblématique d'une gestion proprement criminelle. En dépit de moyens financiers colossaux, le système éducatif de l'école primaire aux universités est sinistré. Cela n'empêche pas que les salaires dans le secteur de la fonction publique

(encadrement supérieur et moyen) ont connu des rattrapages significatifs permis par des prix soutenus du pétrole. Un effort « politique » de mise à niveau avec les pays voisins financé par le trésor public mais dont la justification clientéliste évidente et la durabilité incertaine laisse dubitatif les économistes. Une petite classe moyenne se reconstitue sous perfusion et sans lien avec les réalités économiques pour affaiblir autant que faire se peut les contestations politiques. Le classement de l'Algérie, 104^e sur 182 pays dans l'indice de développement humain des Nations unies, reflète l'insigne médiocrité de la gouvernance. De fait, les populations sont livrées à l'incurie d'une administration très éloignée des préoccupations des populations et qui ne se distingue que par sa capacité de nuisance et de corruption. Il n'est pas que le « climat des affaires », selon la formule de Banque mondiale, qui soit irrespirable. Une atmosphère de tension permanente nourrie par des conditions d'existence trop souvent indignes et l'absence d'État favorise les explosions de violence et généralise les fléaux sociaux. Hors des quartiers protégés où résident les privilégiés, l'omniprésence policière n'empêche nullement la généralisation de l'insécurité et la prolifération au grand jour du banditisme. Face à une telle situation, le pouvoir n'a d'autre recours pour tenter de juguler le mécontentement général que de distribuer ponctuellement, de manière régaliennne et erratique, une partie de la rente aux catégories les plus revendicatives.

Répression et corruption

La bureaucratie au pouvoir – une bourgeoisie compradore militaro-financière – formée autour des chefs des services secrets militaires, repose sur deux instruments : le contrôle policier et la corruption. L'appareil sécuritaire forme l'ossature invisible de cette organisation qui, ignorant le droit, vide les institutions de toute substance et affaiblit très considérablement l'État. La supervision policière s'effectue au moyen d'un maillage « sécuritaire » très étroit du territoire et un contrôle policier de toutes les institutions et organisations, qu'elles soient de nature administrative, médiatique, économique, culturelle, religieuse, ou qu'elles relèvent nominalement de la société civile. L'Algérie institutionnelle est un village Potemkine, la réalité de la dictature se dissimule derrière une façade « légale ». Le pouvoir réel est hors des institutions.

La très étroite surveillance policière s'accompagne d'une stratégie d'émiettement des luttes sociales et d'anesthésie politique par la corruption. L'économie rentière fondée sur l'exploitation de ressources fossiles permet en effet au régime d'allouer des subsides et des prébendes à ses clientèles et de répondre *a minima* à la demande sociale en augmentant les salaires de la fonction publique et en distribuant des crédits aux jeunes chômeurs ; des crédits destinés officiellement à la création d'entreprises ou à l'« emploi des jeunes », mais qui servent essentiellement à l'acquisition d'automobiles et d'autres biens de consommation. L'orientation d'une partie de la rente vers les clientèles et les catégories sociales « dangereuses » permet la constitution de fortunes ostentatoires et autorise un niveau de consommation sans lien avec l'activité, mais ne peut massivement calmer les attentes populaires. La désespérance des Algériens se traduit par le phénomène de l'émigration clandestine – les harragas –, la multiplication d'émeutes localisées devenues quasi quotidiennes et d'éruption d'une colère populaire spontanée mais sans encadrement ni relais politiques.

Vide politique

La période de la guerre civile des années 1990, qui a causé 200 000 morts, près de 20 000 disparus et le déplacement forcé de plusieurs centaines de milliers de personnes, a permis au régime de casser tous les relais politiques représentatifs. La junte militaire qui a décidé d'interrompre le processus électoral en janvier 1992 porte naturellement la première responsabilité d'un épouvantable bain de sang et d'un cortège d'atrocités inouïes. Mais une partie des dirigeants islamistes partage certainement cette culpabilité en ayant prôné la lutte armée contre les putschistes et leurs alliés. La « sale guerre » et le climat de terreur qui a été installé ont permis le démantèlement du secteur public économique, l'application d'un programme d'ajustement structurel en 1994 sous l'égide du FMI et l'orientation vers l'économie de comptoir qui prévaut à l'heure actuelle.

La guerre antirépublicaine et le cortège de lois d'exception qui l'ont accompagnée ont surtout permis le verrouillage de la vie politique et la constitution d'une scène politique en trompe-l'œil sous supervision policière. Ce théâtre d'ombres entre opposition de « dessins animés »,

selon la formule des militants égyptiens, et partis de « gouvernement » n'a aucune articulation avec les réalités politiques et n'est qu'un simple paravent des groupes d'intérêts qui dirigent effectivement le pays. La guerre contre le terrorisme, avec ses dispositions « légales » et administratives, a été le moyen de bâillonner toute expression critique, de bloquer toute forme d'organisation pacifique de la société et d'interdire le droit de manifestation et de réunion.

La levée de l'état d'urgence en février 2011, instauré en février 1992, n'est qu'une concession purement formelle à la suite des révoltes arabes et n'a pas modifié la gestion répressive en vigueur depuis le coup d'État de janvier 1992. Les nouvelles lois sur l'information et sur les associations confirment les restrictions à la liberté d'expression et répriment davantage que par le passé la liberté d'association.

Les partis et associations qui échappaient au contrôle des services secrets militaires avant le putsch de janvier 1992 ont été caporalisés et leurs directions ont été cooptées parmi des hommes liges. À l'exception du FFS présidé par Aït-Ahmed, les formations politiques qui sont le plus fréquemment citées par une presse aux ordres ne sont que des prolongements du système. Y compris celles qui appellent au boycott des législatives. Les organisations de la « société civile », à l'exception notable de certains syndicats autonomes et d'ONG de défense des droits de l'homme (LADDH et SOS-disparus notamment), sont des coquilles vides à usage péri-diplomatique.

Les Algériens, pas dupes le moins du monde des manipulations du régime, sont dans leur grande majorité hermétiques à la propagande officielle et n'ont plus confiance en aucun acteur ni en aucun appareil politique. Saturée de violence, l'anomie de la société algérienne est bien réelle.

Fractures géostratégiques

C'est dans cette situation interne extrêmement fragilisée que le régime doit



affronter les évolutions de son environnement géostratégique immédiat. Les mouvements sociaux qui ont balayé le régime tunisien, présenté comme un modèle de régime autoritaire « éclairé », et la chute de Hosni Moubarak en Égypte ont été ressentis comme une menace directe par les dirigeants effectifs de l'Algérie. Mais ce qui a visiblement dérouté et frappé de stupeur les généraux des services secrets est l'intervention occidentale en Libye. Le nouvel ordre impérialiste remet au goût du jour la politique de la canonnière tout en révisant ses relations avec l'aile conservatrice et obscurantiste de l'islam politique. Les Frères Musulmans sous parapluie saoudo-qatarie ne sont plus diabolisés par l'Occident qui aujourd'hui voit en eux des partenaires efficaces pour la préservation de ses intérêts dans l'arc arabo-musulman. Face à l'échec désastreux des régimes dictatoriaux « républicains », le vieux colonialisme, se drapant des habits neufs du « droit de protéger », peut se présenter comme le libérateur des peuples arabes. L'intervention de l'OTAN en Libye et les jeux d'influence autour de la crise syrienne, l'aggiornamento des rapports avec l'islamisme sous influence wahhabite en Tunisie et en Égypte, sont autant d'indicateurs inquiétants pour le pouvoir. Bien qu'il donne en permanence tous les gages à l'Occident, le régime d'Alger n'ignore pas que le soutien sans faille jusqu'à présent de la France et des États-Unis pourrait être remis en cause si les calculs d'opportunité en faisaient ressortir les avantages pour ces puissances. Le modèle syrien, régime « frère » par excellence, montre que l'on peut-être courtisé la veille et mis au ban des nations le lendemain. La remise en cause des alliances, y compris avec un régime vassal mais coupé des populations, est rendue possible par l'étendue des fractures géostratégiques dans la région.

L'hypothèse, encore lointaine, est néanmoins confortée par la désintégration de l'État malien et la proclamation de l'indépendance de l'Azawad par la rébellion touarègue en mars 2012.

L'évolution de la crise sahélienne fragilise la position d'Alger, accusée *mezzo voce* par de nombreux observateurs de jouer un rôle très équivoque dans la bande sahélienne. Les enlèvements d'otages au Sahara par des organisations terroristes **notoirement instrumentalisées** sont autant d'éléments qui nourrissent les suspicions sur les intentions réelles des dirigeants effectifs de l'Algérie vis-à-vis

d'une problématique sahélienne fort complexe. Dans ce vaste hinterland, Les organisations criminelles transnationales de trafic de drogue côtoient les mouvements djihadistes de toutes obédiences (et largement infiltrées par divers services secrets, régionaux et occidentaux) et le banditisme « habituel » sur un fond de misère absolue et de marginalisation des populations Touarègues. La région, immense et très difficilement contrôlable, est pourtant convoitée pour son potentiel minier et en hydrocarbures encore inexploité. Le rôle des occidentaux est crucial dans l'évolution de la situation au Sahel. La création du commandement militaire pour l'Afrique (Africom) en 2006, dans le sillage de La Pan Sahel Initiative (PSI) américaine lancée en 2004, est un indicateur clair de l'intérêt des États-Unis dans une région où les réseaux de la Françafrique et ses intérêts économiques déterminent l'orientation d'États postcoloniaux très vulnérables. La crise malienne, davantage que les convulsions libyennes, pourrait avoir des répercussions directes sur le sud algérien, où la tentation autonomiste, encore embryonnaire, est nourrie par l'exaspération des populations locales. La frustration des populations sahariennes, dont les conditions d'abandon sont encore plus grandes qu'au nord du pays, est nourrie notamment par le fait qu'elles ne bénéficient nullement de ressources hydrocarbures qui sont pourtant tirées du sous-sol du Sahara.

Des élections pour prévenir la révolte

L'instabilité structurelle de l'Algérie, l'inepte gouvernance du pays et la corruption, jugée « excessive », de ses dirigeants sont autant de leviers que les Occidentaux, les Américains tout particulièrement, utilisent pour faire pression sur le régime d'Alger et l'amener à « moderniser » sa gestion de la société. Les États-Unis sont en effet en pointe en l'espèce, l'activisme de l'ambassadeur américain, qui sillonnant le pays fait l'apologie du système parlementaire et appelle à participer aux élections législatives, en témoigne. Les États-Unis s'accommodent parfaitement d'un régime totalement aligné dans les faits malgré des postures « nationalistes » sans substance. Que ce soit dans le domaine de la guerre globale contre le terrorisme ou en matière pétrolière, Alger répond pour l'essentiel aux attentes impériales. Washington appréhende cependant un effondrement de l'État Algérien et une explosion sociale incontrôlable aux répercussions régionales imprévisibles. D'où les

pressions effectives pour donner une légitimité électorale « populaire » à un système qui convient parfaitement aux occidentaux et à préparer, autant que faire se peut, une transition ordonnée – ou plutôt un ravalement de façade – vers un régime un peu plus présentable et mieux accepté par la population. C'est donc sous la triple contrainte du mécontentement social endémique, des vents contestataires qui viennent de l'Est et des pressions occidentales, que le régime organise des élections législatives qui cette fois, assure-t-il, seront exemptes des fraudes habituelles. Et il est fort possible que ce soit en effet techniquement le cas. La scène politique et médiatique étant presque totalement verrouillée, les personnalités gênantes interdites de parole, la quasi-totalité des partis autorisés – islamistes au premier chef – sous contrôle policier, il n'est plus nécessaire en effet de manipuler les urnes sinon pour exagérer la participation du corps électoral. Le principal obstacle réside en effet dans la très faible mobilisation de citoyens, qui savent que les jeux ont toujours été faits d'avance et que les résultats des élections sont ceux que le régime décide. L'actuelle représentation parlementaire a été « élue » en mai 2007 avec moins de 15 % de participation (le chiffre officiel était de 35,7 %) et il n'est pas sûr du tout que ce taux soit dépassé à l'occasion des élections législatives prévues pour le 10 mai 2012. C'est, du point de vue électoral, le seul sujet d'inquiétude du régime.

Ces élections peuvent-elles modifier la nature d'un régime dont le centre de décision est extrêmement concentré et constituer l'amorce d'une transition vers un système démocratique et représentatif ? La réponse est sans ambiguïté : rien ne changera en dehors des formes. Il est fort probable, en effet, que les partis « nationalistes » soient supplantés par ceux qui se réclament de l'islam politique. Les uns et les autres ne sont, au mieux, que des appareils animés par les clientèles de la police politique. L'islamisation de la société, sous sa forme réactionnaire entre affairisme et obscurantisme moralisant, ne gêne en rien ceux qui détiennent le pouvoir...Ce qui démontre, s'il en est encore besoin, que la crise algérienne ne peut se résumer en une confrontation idéologique entre « laïques modernistes » et « islamistes fanatiques ».

Si la constitution d'une façade démocratique selon les normes formelles de l'Occident peut satisfaire les États-Unis et les sponsors français du régime d'Alger, suffira-t-elle à prévenir une explosion que tous jugent inéluctable ? Dans cette hypothèse, l'armée, dont les troupes d'élites et mécanisées ont d'abord vocation au maintien de l'ordre, parviendra-t-elle à maintenir sa cohésion sous tutelle de la police politique qui la supervise et qui gère son tableau d'avancement ?

Demain

Le peuple algérien célèbre cette année, le 5 juillet précisément, le cinquantenaire d'une indépendance chèrement acquise. L'Algérie officielle commémore dans la plus grande discrétion un anniversaire pourtant chargé de symboles. Il est vrai que le bilan d'un demi-siècle de dictature quasi ininterrompue est terrible : la république sociale et démocratique rêvée par les révolutionnaires du 1^{er} novembre 1954 n'a pas vu le jour. Au contraire, à l'ordre colonial a succédé un système liberticide arbitraire et stérile. L'histoire est gênante, car elle tend un miroir très cruel à ceux qui, en détournant la Révolution algérienne de son cours démocratique, ont conduit le pays dans une impasse sanglante. Le divorce entre le peuple algérien et le système d'oppression qui écrase le pays est depuis longtemps consommé. Le maintien du régime dans une perspective de raréfaction des ressources hydrocarbures et de dépendance absolue vis-à-vis des importations fait peser une très grave menace pour le devenir du peuple algérien. L'Algérie, épuisée par le sang et la violence, est un pays où les respirations historiques sont longues, mais le temps des dictatures tire inéluctablement à sa fin. Le printemps algérien, trop longtemps différé, finira par arriver.

http://www.lanation.info/L-Algerie-entre-soulevements-arabes-et-destabilisation-sahelienne_a958.html